



## Assemblée générale

Distr. limitée  
15 décembre 1999  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-quatrième session

#### Deuxième Commission

Point 97 a) de l'ordre du jour

**Questions de politique macroéconomique : réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental**

**Projet de résolution présenté par le Président de la Commission, M. Roble Olhaye (Djibouti), à l'issue de consultations officielles sur le projet de résolution A/C.2/54/L.25**

### **Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant ses résolutions 52/179 du 18 décembre 1997 et 53/173 du 15 décembre 1998,*

*Prenant note du rapport du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur le financement du développement,*

*Prenant note de la résolution 1999/51 du Conseil économique et social en date du 29 juillet 1999 sur la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, et la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods,*

1. *Approuve* le rapport du Groupe de travail spécial à composition non limitée de l'Assemblée générale sur le financement du développement<sup>1</sup>, qui apporte une contribution importante à la poursuite du processus puisqu'il fournit le cadre de référence pour définir la portée, l'ordre du jour et la forme de la manifestation finale de la réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental, ainsi que ses préparatifs;

---

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément No 28 (A/54/28).

2. *Décide* de convoquer une réunion intergouvernementale de décideurs de haut niveau ayant au moins rang de ministre sur le financement du développement, sur la base du paragraphe 20 du rapport du Groupe de travail spécial à composition non limitée de l'Assemblée générale sur le financement du développement, qui se tiendra en 2001;

3. *Décide* que la réunion intergouvernementale de haut niveau qui aura lieu en 2001 portera sur les problèmes nationaux, internationaux et systémiques relatifs au développement, abordés selon une approche intégrée dans la perspective de la mondialisation et de l'interdépendance. Ainsi, le développement sera également étudié sous l'angle de ses aspects financiers. S'inscrivant dans ce cadre général, la réunion devrait aussi porter sur la mobilisation de ressources financières en vue de la mise en oeuvre intégrale des résultats des grandes conférences et des principaux sommets organisés par l'Organisation des Nations Unies au cours des années 90 et de celle de l'Agenda pour le développement<sup>2</sup>, particulièrement en ce qui concerne l'élimination de la pauvreté;

4. *Souligne* de nouveau que, comme le Groupe de travail spécial à composition non limitée de l'Assemblée générale sur le financement du développement l'a précisé dans son rapport, toutes les parties prenantes concernées devraient participer aussi bien au processus préparatoire qu'à la réunion intergouvernementale de haut niveau;

5. *Décide* de créer un comité préparatoire intergouvernemental à composition non limitée ouvert à tous les États et chargé d'assurer les préparatifs de fond de la réunion intergouvernementale de haut niveau;

6. *Décide en outre* que le Comité préparatoire devrait, à la reprise de sa session d'organisation, sur la base de ce qui ressortira des consultations avec toutes les parties prenantes concernées et avec souplesse, étudier des moyens et des mécanismes novateurs destinés à permettre à toutes les parties prenantes concernées de prendre plus facilement une part active aux préparatifs et à la réunion intergouvernementale de haut niveau;

7. *Prie* le Secrétaire général de lancer dès que possible, en consultation avec les États Membres et notamment en s'inspirant des paragraphes 20 et 21 du rapport de la réunion intergouvernementale de haut niveau et des paragraphes 17 et 18 de la résolution 1999/51 du Conseil économique et social, les consultations préliminaires avec toutes les parties prenantes concernées, particulièrement en ce qui concerne la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce, sur les modalités possibles de leur participation à la fois aux préparatifs de fond et à la réunion intergouvernementale de haut niveau, et prie aussi le Secrétaire général d'informer le Comité préparatoire des résultats de ces consultations afin qu'il les examine à sa première session d'organisation;

8. *Décide* de constituer un bureau du Comité préparatoire composé de 15 membres représentant des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, désignés selon le principe d'une représentation géographique équitable, et présidé par deux coprésidents;

9. *Décide en outre* que la première session d'organisation du Comité préparatoire devrait se tenir dès que possible, au plus tard fin janvier 2000, en vue de l'élection du Bureau, et, à cette fin, prie le Président de l'Assemblée générale d'entamer les consultations avec les États Membres dans les meilleurs délais;

10. *Prie* le Bureau, notamment en s'inspirant des paragraphes 20 et 21 du rapport du Groupe de travail spécial à composition non limitée de l'Assemblée générale sur le financement du développement et des paragraphes 17 et 18 de la résolution 1999/51 du

---

<sup>2</sup> Résolution 51/240, annexe.

Conseil économique et social, et avec l'aide renouvelée du Secrétaire général, de poursuivre les consultations avec toutes les parties prenantes concernées sur les modalités de leur participation, notamment en ce qui concerne la création éventuelle d'une équipe de travail conjointe, à la fois aux préparatifs et à la réunion intergouvernementale de haut niveau, et prie aussi le Bureau de présenter des propositions au Comité préparatoire, à la reprise de sa session d'organisation, concernant les modalités de participation de toutes les parties prenantes concernées;

11. *Décide* que la reprise de la session d'organisation du Comité préparatoire se tiendra dès que possible, en mars 2000 au plus tard, pour examiner, sur la base du rapport du Groupe de travail spécial à composition non limitée de l'Assemblée générale sur le financement du développement et des propositions relatives aux modalités qui doivent être présentées par le Bureau, compte tenu de ce qui sera ressorti des consultations du Secrétaire général, les questions suivantes :

a) La forme que prendra l'événement final, qui pourrait éventuellement être une réunion au sommet, une conférence internationale, une session extraordinaire de l'Assemblée générale ou une autre rencontre internationale intergouvernementale de haut niveau sur le financement du développement;

b) Le lieu de l'événement final;

c) Les dates, la durée et la structure de l'événement final;

d) L'établissement d'un ordre du jour plus précis;

e) Les modalités de la participation des parties prenantes institutionnelles à la fois aux préparatifs et à la réunion intergouvernementale de haut niveau, particulièrement en ce qui concerne :

i) La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce, y compris, dans le cas de cette dernière, au niveau du secrétariat, ainsi que les États Membres et les États dotés du statut d'observateur;

ii) La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les commissions régionales;

f) Les modalités de participation des autres parties prenantes, particulièrement en ce qui concerne les organisations non gouvernementales et le secteur privé, à la fois aux préparatifs et à la réunion intergouvernementale de haut niveau;

g) Le programme de travail du Comité préparatoire;

12. *Décide également* que la première session de fond du Comité préparatoire devrait se tenir en mai 2000;

13. *Invite* les États Membres à étudier la possibilité d'envoyer des experts chargés de participer aux préparatifs, et engage les donateurs bilatéraux et multilatéraux à faciliter la participation des pays en développement et les pays en transition à la fois aux préparatifs et à la réunion intergouvernementale de haut niveau;

14. *Engage* les entités concernées du système des Nations Unies, y compris la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les commissions régionales, ainsi que les banques de développement régionales et toutes les autres parties prenantes concernées, à proposer des éléments à examiner au cours des préparatifs;

15. *Prie* les entités concernées du système des Nations Unies, conformément à leurs mandats respectifs, de tenir compte des calendriers du Comité préparatoire et des réunions des commissions régionales en aidant les pays, en particulier les pays en

développement et les pays en transition, à se préparer à participer au débat sur le financement du développement;

16. *Prie* la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de tenir compte des calendriers du Comité préparatoire et des réunions des commissions régionales en aidant les pays en développement et les pays en transition à se préparer à participer au débat sur le financement du développement;

17. *Prie* le Secrétaire général, agissant en concertation étroite avec tous les États Membres, de mettre à la disposition du Comité préparatoire et d'affecter à la réunion intergouvernementale de haut niveau un secrétariat qui soit à la mesure de l'événement, doté de moyens suffisants, notamment sur le plan des effectifs, invite, à cet égard, le Secrétaire général à étudier, en consultation avec toutes les parties prenantes concernées institutionnelles, la possibilité pour ce secrétariat de faire appel à du personnel de celles-ci, selon les besoins, et prie également le Secrétaire général de présenter des propositions sur la question au Comité préparatoire à la reprise de sa session d'organisation, conformément aux règles et règlements de l'Organisation des Nations Unies;

18. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-cinquième session de la mise en oeuvre de la présente résolution et de l'ensemble des activités entreprises au titre de la réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental;

19. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session une question intitulée «Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental».

---